

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 13 DU 26 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS

NOR : ASET1650510M

IDCC : 398, 533

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CGE-CGC ;

La FNCB CFDT ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

Article 2

*Grille de minima conventionnels applicable
pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2016*

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

Coefficient 165 :

– partie fixe = 925,7200 €.

Coefficient 170 :

– partie fixe = 914,7100 €

– valeur du point = 3,2970 €.

Autres coefficients :

– partie fixe = 894,0581 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
I	165	1 469,73
II	170	1 475,20
	180	1 487,52
	195	1 536,97
III	210	1 586,43
	225	1 635,88
	245	1 701,82
IV	250	1 718,31
	270	1 784,25
	290	1 850,19
V	310	1 916,13
	330	1 982,07
	350	2 048,01

Article 3

Prime d'ancienneté applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2016

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	CAT.	COEF.	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS
I	B	165	38,32	76,64	114,96	153,28	191,60
II	A	170	38,63	77,26	115,90	154,53	193,16
	B	180	39,34	78,66	118,00	157,34	196,67
	C	195	40,72	81,45	122,17	162,91	203,63
III	A	210	42,11	84,23	126,36	168,46	210,59
	B	225	43,51	87,02	130,53	174,04	217,54
	C	245	45,36	90,73	136,09	181,46	226,82
IV	A	250	45,83	91,66	137,48	183,31	229,14
	B	270	47,68	95,37	143,05	190,74	238,42
	C	290	49,54	99,08	148,62	198,16	247,70
V	A	310	51,38	102,79	154,18	205,58	256,98
	B	330	53,25	106,50	159,76	213,01	266,25
	C	350	55,11	110,22	165,32	220,42	275,53

Article 4

Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situations, notamment de rémunérations, dans des fonctions comparables, entre les hommes et les femmes, et le cas échéant définir des mesures permettant de corriger, voire supprimer les disparités.

Article 5

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} mars 2016.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 6

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 8

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 26 février 2016.

(Suivent les signatures.)